

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 121 – VENDREDI 11 NOVEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

La cote de confiance de Nicolas-le-petit est passée de 32 à 37 % en un mois tandis que les opinions négatives à son égard reculaient de 9 points. En Sarkozy, "barakah" se prononce "barack-o". ?

AGENDA MILITANT

→ 10-13 novembre

IdF [Forum - Congrès du Mouvement de la paix](#)

→ 12 novembre

ND-des-Landes/Paris
[en tracteur et à vélo](#)

→ 16 novembre

Paris [La place du commun dans/pour un nouveau mode de développement](#)

→ 18 novembre

Paris [L'eau, bien commun, meeting unitaire](#)

→ 19 novembre

Nanterre [Nos droits pour en sortir](#)

→ 19 novembre

Paris [Démondialisation / Altermondialisation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Document ACU

[AG - Pour lancer la discussion](#)

→ Initiatives

[Forum social des quartiers populaires - 4^e édition](#)

[Pour un Front uni des Organisations de l'immigration et des quartiers populaires](#)

→ Rencontres

[Pratiques, cahiers de la médecine utopique](#)

Des queues de cerises pour les collectivités

La droite sarkozyste utilise la crise comme alibi pour accélérer la transformation de la société française.

Elu sur l'image d'un président qui redonne de la force à la politique ("ensemble, tout est possible"), Nicolas Sarkozy prend toutes les mesures retirant du pouvoir aux acteurs politiques élus : réforme territoriale, contrôle préfectoral, intercommunalité imposée, transferts de charges, baisses des moyens des collectivités... Tout concourt à transformer les élus locaux en petits préfets de proximité, destinés à mettre en œuvre les décisions du pouvoir central. Ils organiseraient une belle "gouvernance", parfois participative, décentralisée, mais sans moyens politiques et financiers pour inventer, innover, développer des politiques originales décidées avec les citoyens. Le "tous les mêmes" n'est pas qu'une conséquence des affaires, c'est un objectif politique pour faire disparaître toutes tentatives d'expérimentation locale de transformation sociale.

Le projet de budget 2012 examiné a des conséquences directes et indirectes sur les collectivités locales : baisse des subventions, augmentation des transferts de charges, augmentation des besoins sociaux des citoyens, dégradation des services publics... 200 millions d'euros d'économies sur les concours de l'État aux collectivités sont annoncés, estimés à un minimum de 300 millions avec les conséquences indirectes. Le premier ministre en rajoute avec l'annonce d'une réduction supplémentaire des dépenses de l'État de 500 millions d'euros qui imposera un effort supplémentaire minimum des collectivités de l'ordre de 100 millions. Le tout s'inscrivant dans l'objectif de dégager de 6 à 8 milliards d'euros du budget de la nation.

Petite astuce supplémentaire, Fillon annonce que le gouvernement proposera de rendre obligatoire la publication, par les régions, les départements et les communes de plus de 10 000 habitants, d'un rapport sur l'évolution de leurs dépenses. Objectif politique non avoué : aligner tout le monde sur le même modèle : diminution des dépenses sociales, diminution de l'endettement pourtant indispensable et raisonnable pour financer des équipements publics valables pour les générations futures. L'arsenal idéologique complète la contrainte financière.

Si rien ne bouge vraiment, demain, les différences politiques porteront sur 10% en plus ou en moins de ceci ou de cela, mais jamais sur la possibilité d'une autre gestion, de choix alternatifs.

● Patrice Leclerc

Conseiller général des Hauts-de-Seine

La démocratie, un problème pour les libéraux



La crise européenne conduit simultanément à une fuite en avant libérale et à une régression démocratique.

D'un côté, des États en faillite, une crise financière hors de contrôle, un G20 et des dirigeants des plus grandes puissances réduits à faire les pompiers pour limiter les « *risques de contagion* » ou « *circonscrire l'incendie* ». De l'autre, des inégalités abyssales, une précarité galopante et des classes moyennes de plus en plus menacées, de nombreux secteurs économiques en danger - agriculture, industries... -, des services publics exsangues.

Certitudes des libéraux, défiance des citoyens

Autre résumé possible. D'un côté, l'Union européenne et des gouvernements – libéraux et sociaux-libéraux unis, dans l'adversité - déterminés à sauver le système bancaire et financier pour préserver l'ordre économique et social. Pour eux, cela passe par des réformes destinées à mettre en pièces les droits fondamentaux dans tous les domaines - retraite, santé et protection sociale, droits des salariés... - et à réaliser toutes les économies possibles - sur le dos des

services publics en général, et dans le domaine honni par la droite de l'éducation en particulier. Il faudrait réitérer les recettes libérales que nous connaissons depuis des décennies, en pire puisqu'il s'agit selon les dirigeants de l'UE d'attaquer le "noyau dur" des droits fondamentaux.

D'un côté, les vieilles recettes libérales pour sauver le système bancaire et financier. De l'autre, une défiance inédite des citoyens. Et revoilà le dogme en forme de mantra : "pas d'autre politique possible ! pas d'autre politique possible !".

De l'autre, des peuples éloignés des gouvernements, qui ne croient plus aux

solutions libérales et dont les enquêtes d'opinion montrent un niveau de défiance inédit à l'égard du monde politique. Des citoyens pour lesquels il n'existe pas d'alternative politique. Des peuples qui, constatant au quotidien ce que veut dire vivre dans la précarité et dans la menace de déclassement, soutiennent massivement le mouvement des Indignés. Des citoyens dont on se demande si les épreuves subies depuis des années ne vont pas finir par déclencher des réactions explosives, à l'image des mobilisations massives en Grèce (un début ?).

Et revoilà le dogme en forme de mantra : "pas d'autre politique possible ! d'autre politique possible ! ..." Certains médias ont souligné comment Angela Merkel et Nicolas Sarkozy auront, malgré leurs désaccords, trempé la chemise pour pagayer dans le même sens : d'une part faire avaliser une fuite en avant libérale, consistant à ce que la puissance publique vienne au secours du système financier sans toucher au fonctionnement du système économique, sans mettre en cause le pouvoir ●●●

●●● des actionnaires et de la bourse ; d'autre part avancer dans le sens d'un fédéralisme technocratique, consistant à imposer aux États et aux peuples des politiques économiques menées en dehors de toute véritable délibération démocratique.

L'épisode de l'annonce du référendum par George Papandreou aura de ce point de vue été un révélateur en même temps qu'un accélérateur de cette évolution. Une chroniqueuse du *Monde* résume : « Le référendum grec sur l'euro est en train de faire pschitt, et c'est tant mieux. Car quel est aujourd'hui le degré de souveraineté du peuple grec ? (...) Un pays qui a perdu sa souveraineté budgétaire a perdu son libre choix ». Et d'estimer que « l'austérité sans un minimum de vision conduit au populisme ». L'austérité visionnaire à la place de la démocratie, on n'arrête pas le progrès !



Contre G20, Nice novembre 2011 - © Photothèque du mouvement social, J. Saintier

On reconnaîtra qu'il existe une autre option : celle du fédéralisme européen, consistant à doter l'Europe (la zone euro au moins, à laquelle pourraient s'adjoindre les pays du reste de l'UE qui le souhaitent) d'un gouvernement et de politiques économiques intégrées, avec l'ensemble des outils que cela suppose pour qu'il puisse être un acteur économique incontournable sur la scène mondiale. Mais voilà, les peuples ne souhaitent pas abdiquer davantage de leur souveraineté et une partie des États membres non plus. Sans parler des conceptions contradictoires qui existent sur le sujet : entre la mise en place d'un pouvoir technocratique beaucoup plus fort qu'aujourd'hui,

sans contrôle démocratique, et celle d'un gouvernement de l'UE, notamment.

Régression antidémocratique

Sans attendre que se noue le débat sur le fédéralisme, un tournant est engagé : non seulement libéralisme et démocratie font de moins en moins bon ménage aux yeux des citoyens, mais une partie des libéraux commence à assumer ce divorce et à le justifier : il faut faire vite... être efficace... les peuples ne peuvent pas comprendre... le courage commande... seuls les spécialistes sont compétents etc. Notons que les mêmes continuent à considérer « toute pensée émancipatrice, c'est-à-dire qui veut en finir avec

le "conservatisme barbare du capitalisme" » comme « terroriste, totalitaire, régressive, etc » (1).

Le philosophe Jürgen Habermas (2) analyse : « Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont conclu un compromis entre le libéralisme économique allemand et l'étatisme français (...). (...) ils cherchent à consolider le fédéralisme exécutif impliqué dans le traité de Lisbonne en une domination intergouvernementale du Conseil de l'Europe contraire au traité. Un tel régime permettrait de transférer les impératifs des marchés aux budgets nationaux sans aucune légitimation démocratique propre. Pour ce ●●●

(1) Jean Ristat, in «Alain Badiou : le temps des émeutes et le réveil de l'histoire», *Les Lettres françaises*, novembre 2011, supplément à *L'Humanité* du 3 novembre 2011.

(2) *Le Monde* du 26 octobre 2011.



Contre G20, Nice novembre 2011 - © Photothèque du mouvement social, J. Saintier

●●● faire, il faudrait que des accommodements conclus dans l'opacité, et dépourvus de forme juridique, soient imposés à l'aide de menaces de sanctions et de pressions sur les Parlements nationaux dépossédés de leur pouvoir ». Tout le monde a pu entendre à la télévision et lire dans la presse les injonctions faites aux États, aux Parlements et aux peuples récalcitrants : conformez-vous à la nouvelle doxa de l'Union et de la Banque centrale européenne, faute de quoi vous serez exclus de la table européenne. Et, en Une, *Le Monde* aura - trop tôt, quelle fébrilité ! - proposé une punition de la Grèce, mettant en cause dans un éditorial sa place dans la zone euro... "Heureusement" pour les partisans de l'austérité, le référendum a été abandonné et le quotidien du soir peut faire comme si de rien était.

Cependant, Habermas souligne : « Les chefs de gouvernement transformeraient de la sorte le projet européen en son contraire : la première communauté supranationale démocratiquement légalisée deviendrait un arrangement effectif,

parce que voilé, d'exercice d'une domination post-démocratique. L'alternative se trouve dans la continuation consé-

Face aux libéraux qui désormais tendent à opposer économie et démocratie, les partisans de l'émancipation associent l'exigence d'égalité et l'exigence de démocratie. N'est-ce pas sur de telles bases que l'Histoire pourrait maintenant se réveiller ?

quente de la légalisation démocratique de l'UE. Une solidarité citoyenne s'étendant à l'Europe ne peut pas se

former si, entre les États membres, c'est-à-dire aux possibles points de rupture, se consolident des inégalités sociales entre nations pauvres et riches. »

On s'interrogera sur la remise au goût du jour du thème de la post-démocratie quand se fait jour ce qu'il est légitime d'appeler une régression antidémocratique. Et on s'interroge aussi sur l'illusion de voir émerger maintenant un fédéralisme démocratique, vu les conditions actuelles du débat public que nous venons d'aborder : le ver antidémocratique n'est-il pas déjà dans le fruit du fédéralisme ? Mais on appréciera le lien étroit entre la question de l'égalité et celle de la démocratie. Contre les libéraux qui désormais tendent à opposer économie et démocratie, les partisans de l'émancipation associent l'exigence d'égalité et l'exigence de démocratie. N'est-ce pas sur de telles bases que l'Histoire pourrait maintenant se réveiller ?

● Gilles Alfonsi

L'austérité "à tout prix"

Alors que l'UMP et le PS se disputent sur la meilleure austérité possible, l'enjeu de ruptures avec l'ordre libéral peut émerger.

François Fillon n'avait pas encore annoncé les mesures concrètes du plan de rigueur destiné à réaliser 7 à 8 milliards d'économies sur les dépenses publiques de la France que Jérôme Cahuzac, président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale estimait nécessaire de réaliser « entre 9 et 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires face au ralentissement de la croissance ». Et, après les annonces du Premier ministre, le même annonçait que ce plan « ne suffirait pas » et qu'il en faudrait un autre l'hiver prochain. Qui dit mieux que ce conseiller de François Hollande, le candidat socialiste à la présidentielle de 2012 ? François Bayrou, peut-être ?

C'est que les libéraux et les sociaux libéraux partagent l'objectif de garantir « à tout prix » (dixit François Fillon) le maintien de la note AAA de la France : pour eux, la lutte contre la dette doit être le cœur d'une politique économique. On aura pu constater au passage que l'approche privilégiée précédemment par Michel Sapin – critiquer le gouvernement en soulignant le déficit d'un volet dédié à la croissance et à l'emploi – est passé au second plan du côté socialiste. François Hollande s'est contenté de mettre en cause un plan « incohérent, injuste et inconséquent ». Et pour cause, le Parti socialiste est convaincu qu'une victoire aux scrutins de 2012 le contraindra à poursuivre la politique de l'UMP, et plus encore si la France devait subir, après la révision de la note française par les agences de notation, des conditions d'emprunts beaucoup plus dures qu'aujourd'hui. Plusieurs des Économistes attérés viennent à ce

propos de s'inquiéter du manque d'ambition du candidat socialiste, redoutant une trajectoire à la Papandreu. Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « François Hollande n'ose pas promouvoir sa politique de relance par l'investissement productif, les nouvelles technologies et plus de solidarité ». Mais est-ce « sa politique » ?

Le président PS de la commission des finances à l'Assemblée nationale annonce déjà un plan d'austérité pour l'hiver prochain. Qui dit mieux ?

Pas de changements sans ruptures
De fait, comme l'écrit Serge Halimi, « compte tenu de l'abondance et de la sophistication des dispositifs qui ont enchâssé depuis trente ans le développement économique des Etats dans la spéculation capitaliste, même un programme relativement bonasse de réformes (moindre injustice fiscale, progression modérée du pouvoir d'achat des salaires, maintien du budget de l'éducation, etc.) impose dorénavant un nombre significatif de ruptures. Ruptures avec l'actuel ordre européen, mais aussi avec les politiques auxquelles les socialistes se sont ralliés ». Autrement dit, l'espace entre l'option libérale et une option de dépassement du capitalisme s'est considérablement réduit ces dernières années. On a notamment pu le constater à



l'occasion du débat – non terminé – sur les fameux 60 000 postes d'enseignants promis par François Hollande : deux logiques s'opposent, celle où ces créations de postes seraient compensées par une saignée considérable dans les autres ministères et celle de créations de nouveaux postes de fonctionnaires nécessitant d'importantes ressources fiscales nouvelles.

Certes, on peut s'amuser de voir la droite proposer aujourd'hui d'augmenter l'impôt sur les sociétés et d'augmenter la TVA qu'elle a baissée dans le domaine de la restauration après l'arrivée de Nicolas Sarkozy. Le pouvoir se trouve ainsi conduit à mettre en œuvre des solutions qui contredisent le dogme libéral selon lequel les impôts sur le capital nuisent à la croissance économique. Pire, les libéraux sont conduits à réhabiliter la notion de nationalisation, interdite de citer depuis des années. Même si c'est pour faire payer par les Etats, donc par les citoyens, les pertes colossales liées à la crise financière – et non pour donner du pouvoir au peuple –, il y a des retournements de l'Histoire qui ne manquent pas de sel. Reste que les partisans de l'émancipation ont devant eux un chantier colossal : pour ne pas recommencer le cycle des alternances et des désillusions comme depuis 30 ans, inventer une nouvelle alchimie entre mouvement populaire et percées institutionnelles.

● G.A.

Défendre la liberté de création...

Attaquer une création artistique est insupportable. Nier la liberté d'expression et de création, voir resurgir les vieilles peurs fondamentalistes, c'est irrespirable. Nous sommes sans hésitation au côté du Théâtre de la Ville et de l'équipe artistique de Roméo Castelluci qui subissent les attaques nauséabondes de plusieurs dizaines d'agités du bénitier. (Notons au passage que l'immense majorité des responsables de l'Église catholique condamne ces "manifestations").

Je ne suis pas un spécialiste de ces questions, ce qui apparaît évident, c'est qu'à gauche le sujet ne fait pas débat. Ce qui m'interroge dans cette actualité, c'est l'impression profonde que tout cela ne résonne pas. La liberté d'expression ou plutôt "de création" est le plus petit dénominateur commun de toute politique culturelle. Il y a quelques années un dirigeant communiste ne pouvait commencer une intervention sur la création artistique sans insister sur l'importance de la liberté des "créateurs". Il suffit que Jean-Luc Mélanchon tourne mal une phrase dans un débat pour qu'on le soupçonne d'en vouloir à cette sacro-sainte liberté... Évidemment, il y a eu l'Est et la pente raide de la censure, il reste Cuba, la Chine...

Et c'est ainsi, aujourd'hui, que de nombreux débats sont verrouillés. Seuls les critiques peuvent avoir un avis, un élu doit aimer une création ou se taire... (Ne pas aimer l'acte d'un "créateur", c'est être populiste.) Le débat et la controverse autour des productions artistiques est confisqués par un petit monde de l'entre-soi, un microcosme qui a ses codes, son histoire, sa langue...

Je navigue depuis quelques années entre le milieu du théâtre et celui de la musique (dite) actuelle. Dans le secteur de la musique, c'est le goût du public qui fait la programmation. Le marché mise donc sur des produits vendables... rien de nouveau sous le soleil... sauf qu'évidemment, rien n'est aussi simple. Les investisseurs se trompent souvent. Et même dans ce secteur là, les artistes ne sont pas des marchandises. Certaines créations font leur chemin sans le soutien

des «grosses productions». Pourtant ici, c'est le public qui est roi. Il doit trouver dans son "zénith" local les artistes "vus à la télé" et gare aux élus qui oseraient demander « *Pourquoi on n'a pas programmé Leprest avant qu'il disparaisse ?* ».

Ce qui est étonnant, c'est qu'un élu qui oserait demander au directeur du « Théâtre scène nationale » local : « *Pourquoi y a-t-il autant de spectacles qui ne me concernent pas ?* » recevrait un accueil pas plus amical.

D'un côté la loi implacable du marché qui transforme le public en consommateur, de l'autre une pratique culturelle de classe destinée à une aristocratie et à ceux qui veulent la rejoindre. J'ai la dent dure. Rouge, aigre doux. Bien entendu, la réalité est complexe et ne tient pas dans une page de *Cerises*. Il y a des dizaines de contre exemples et de porosités. Mon inquiétude est centrée sur la confiscation du débat et donc du futur. Quel serait le bon fonctionnement pour des lieux culturels dans un monde humain, libéré du culte de l'argent et des dominations de classe ?



Une autre censure dans le spectacle vivant est celle, plus sournoise, que subissent les artistes au quotidien :

ceux contraints par la précarité et qui pourtant rencontrent, écrivent, racontent... ceux qui émeuvent, partagent de la joie et de la colère. C'est la censure que subit la société dans son ensemble, à qui on ne donne aucun espace de création, aucun souffle, aucune respiration, aucune « *échappée vers le vaste monde* », comme disait Jaurès. Combien d'années pour voir dans le mouvement Hip Hop autre chose qu'une pratique sociale ? Combien de temps pour le théâtre de rue ? Combien de refus pour les pratiques artistiques en milieu carcéral, hospitalier ? Combien de dossiers de subventions pour un atelier-théâtre dans un collège ? La liberté de création ? oui, mais partout.

● Laurent Eyraud-Chaume

comédien, directeur d'un lieu d'art et d'éducation populaire dans les Hautes-Alpes.

Le doigt dans le clafoutis

Heureux ceux qui se souviennent de l'avenir

L'ignorance commence où la liberté s'arrête. La non-diffusion en Nouvelle-Calédonie par l'unique exploitant de salles de cinéma de Nouméa, du film de Mathieu Kassovitz, *L'Ordre et la morale*, consacré aux événements d'avril 1988 est un acte grave. Voilà donc l'œuvre de fiction d'un cinéaste-acteur interdite au regard des premiers concernés. L'exploitant estime que le film « attise les rancoeurs. » Les censeurs ont ceci de particulier d'interdire aux autres des œuvres qu'ils ont vues eux-mêmes, dans une sorte d'inversion de la phrase attribuée à Voltaire : « *Je ne partage pas vos idées, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous puissiez les exprimer.* »

Je n'ai pas encore vu le film, mais vivais sur place lors des événements d'Ouvéa. Trente gendarmes ont, à l'époque, été retenus en otages par des indépendantistes kanak. L'assaut donné par l'armée avait fait 2 morts chez les militaires et 19 parmi les Kanak, dont plusieurs tués dans le dos. Le film sera-t-il éloigné de la réalité ? Accordera-t-il le beau rôle au commandant du GIGN Philippe Legorjus ? Quelle place y occuperont le boucher d'Ouvéa, Bernard Pons, et le Président de la République, François Mitterrand ? Donnera-t-il un coup de projecteur sur la petite dictature bananière, et son lot d'humiliations, installée bien avant l'attaque de la gendarmerie (4 gendarmes tués) ? Je ne le sais pas. Je me forgerai mon opinion en allant voir ce film qui me permettra de me « souvenir de l'avenir » pour reprendre l'expression d'Aragon. Une société peut-elle en effet se construire un avenir en jetant un voile sur son passé, fût-il douloureux ?

La Ligue des droits de l'homme et du citoyen de Nouvelle-Calédonie a protesté contre cette atteinte à la liberté

d'expression et demandé à l'État de prendre d'urgence les mesures pour que le public ait accès au film par la télévision. Elle a dénoncé le fait que des responsables politiques de plusieurs bords aient visionné le film, puis aient jugé bon de ne pas le diffuser. « *Que ces derniers donnent leur avis sur le sujet, quoi de plus normal ? Qu'ils se réjouissent de sa non-diffusion, voilà qui est inquiétant pour l'avenir de la liberté d'expression dans le pays.* »

La France ne va pas mieux. La liberté de création y est piétinée. En avril dernier, un commando extrémiste a saccagé, dans les salles de la collection Lambert à Avignon, deux photographies de l'artiste américain Andres Serrano dont le fameux *Immersion Piss Christ*. Le 20 octobre 2011, à Paris, des intégristes catholiques ont fait une intrusion violente au Théâtre de la Ville pour empêcher la représentation d'un spectacle de Romeo Castellucci, jugé « blasphématoire ». Ils ont renouvelé l'opération avec jets d'huile de vidange et d'œufs sur le public. Ces actes sont le fait des groupuscules d'extrême-droite *Civitas et Renouveau français* considérant l'œuvre de Castellucci comme relevant d'un « art dégénéré », expression déjà utilisée par les nazis contre le cubisme, l'expressionnisme et le surréalisme. Les mêmes envisagent de renouveler leurs raids contre la pièce de Rodrigo Garcia, *Golgota picnic*, programmée en décembre au Théâtre du Rond Point.

Nous vivons dans l'illusion que les libertés d'expression et de création sont acquises une fois pour toutes. Nous devons les reconquérir partout. Par la parole et dans les actes.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine





Monsieur le Président des Etats-Unis d'Amérique,

Vous qui m'aviez ébloui. Vous dont l'accession à votre fonction m'avait réjoui comme aucun de vos confrères auparavant. Vous qui portiez la flamme de dignité pour les anciens colonisés, esclavagisés.

Soudain, vous êtes devenu si petit.

J'avais rêvé plus grand encore que le symbole que vous portiez d'un descendant de Martin Luther King accédant aux plus hautes fonctions politiques.

J'avais rêvé que ces longues racines vous donneraient la force et la rage en faveur de la justice dans votre pays et en dehors.

Il ne faudrait pas rêver. Mais je ne renoncerai pas à mes rêves, ce n'est que vous qui avez le genou servile.

Si je vous fais cette lettre, Monsieur le Président, à vous qui êtes si loin, c'est que j'ai ressenti le désespoir d'Américains qui me sont proches : *Jewish Voice for Peace* (1). Leurs mots étaient forts. Leurs blessures de citoyens américains profondes. Une nouvelle fois leur pays se déconsidérerait aux yeux du monde. Je crois qu'ils ont raison de s'interroger sur les ressorts d'une décision si contraire à l'intérêt du pays, si contraire à l'idéal de justice que vous voudriez incarner.

Monsieur le Président, après avoir dénié le droit à l'existence de la Palestine dans les frontières de 67 à l'ONU et à l'UNESCO, après tant

d'atermoiements, tant de dates butoirs effacées, tant de promesses non tenues, avec la parfaite lâcheté de celui qui sait contribuer aux conditions de sanglantes déflagrations, vous rabaissez votre pays par les mesures de rétorsion à l'égard de l'UNESCO.

A présent, le message que vous adressez au monde est que votre pays ne conçoit la démocratie, le vote majoritaire, qu'à votre botte. Ce ne sont pas uniquement les programmes en faveur de la culture et de l'éducation qui sont attaqués, c'est le respect de la décision démocratique. Vous avez dégainé votre arme : les finances.

- Des enfants vont y perdre
- Des déshérités vont y perdre
- La paix va y perdre
- Votre pays va y perdre

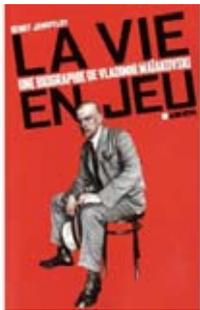
Mais vous, pour vous, qu'espérez-vous ?

Que les fanatiques fondamentalistes chrétiens votent pour vous, ou bien les juifs extrémistes ?

Dans ce monde tourmenté les peuples recherchent des dirigeants honnêtes et courageux qu'ils s'engagent personnellement pour la paix, pour la justice. Monsieur Obama, que j'avais cru grand, vous avez manqué votre rendez-vous. Vous n'aurez offert que du désespoir, de la petitesse.

Serge Grossvak, le 6 novembre 2011

(1) <http://jewishvoiceforpeace.org/>



Enfin la biographie de Maïakovski !

La vie en jeu, une biographie de Vladimir Maïakovski
Bengt Jangfeldt
Ed. Albin Michel
588 p. - 25 €

La récente biographie de Maïakovski est très précieuse. Une prouesse par le travail réuni, les connexions établies avec tout son milieu, d'autant plus réussies que l'auteur est complexe. Poète stalinien ? Créateur mécanique de slogans publicitaires ? Amoureux de Lili mariée pourtant à Brik ? Ou anti-bureaucrate ? Suicidaire ? Innovateur inégalé de la poésie russe et universelle ?

Bengt Jangfeldt ne choisit pas un Maïakovski exemplaire à faire avaler au public, il cherche à comprendre la totalité du personnage : joueur, jaloux, génial, généreux, excessif, amoureux... Et l'on comprend tout, comme jamais aucun souvenir, aucune biographie, aucun écrit, ne l'a permis. Toutes les aspérités sont là, dans la cohérence du personnage qui n'est plus lissé par ses différents accapareurs : il existe le Maïakovski des communistes orthodoxes, celui des trotskystes, celui des littérateurs sans-parti, celui des anti-Maïakovski, celui des différents biographes correspondant aux différents stades de l'État soviétique. Bengt Jangfeldt parvient à évoquer un seul et même Maïakovski. Et, bizarrement, quand on relit les livres de Chklovski, d'Elsa Triolet, de Frioux, les entretiens de Lili Brik, des biographies soviétiques officielles, on retrouve des fragments du Maïakovski de Jangfeldt. Si le géant reprend des proportions humaines pour le cerveau commun, les textes de Maïakovski n'y perdent rien de leur pouvoir magique de fascination : si l'on comprend mieux ses recueils, on reste aussi incapable de les égaler : nous connaissons enfin la poule aux œufs d'or mais sa ponte relève toujours du mystère.

Au delà de Maïakovski, l'auteur nous fait pénétrer dans l'intimité des avant-gardes artistiques russes du début du siècle, et la surprise est de taille : on rencontre de futurs auteurs officiels assez dubitatifs au moment de la prise du pouvoir d'octobre, un auteur soviétique mêlé à des attentats contre les bolcheviques comme Chklovski, de futurs révolutionnaires comme il faut qui cherchent à rejoindre l'émigration blanche. Bengt Jangfeldt n'a rien à cacher, sans doute le privilège du temps qui est passé. Il n'en est que plus urgent de le lire.

● Vincent Duguet

Gauche anticapitaliste. Lors de leur réunion nationale des 5 et 6 novembre à Saint-Denis (93), les militants du courant B du NPA, dit "courant unitaire pour l'écosocialisme", ont décidé de se structurer en "Gauche anticapitaliste" et ont adopté une déclaration, dont voici quelques extraits : « *Aujourd'hui l'orientation menée par l'actuelle majorité du NPA tourne le dos à toute bataille pour rassembler les différentes composantes politiques et équipes militantes du mouvement social qui, à gauche, contestent le social-libéralisme. (...) Dans l'immédiat : Nous nous battons pour que se regroupe un bloc défendant une solution radicale contre la crise, les politiques d'austérité menées par la droite ou par la gauche libérale. Il faut que s'unifient dans un tel regroupement les forces de l'indignation, celles de la contestation sociale et écologique, celles du mouvement syndical et associatif, les mouvements politiques anticapitalistes, antilibéraux ou écologistes radicaux, comme les composantes du Front de gauche, les Alternatifs, les objecteurs de croissance, la FASE... C'est vital pour disposer du meilleur rapport de force face à l'extrême-droite, face à la droite mais aussi face au social-libéralisme. Nous voulons battre la droite dans la rue et dans les urnes. Dans le cas de la mise en place d'un gouvernement social-libéral tel que le gouvernement Hollande, le bloc anticrise prendra la forme d'un bloc rassemblant les forces sociales et politiques d'opposition de gauche.* ».

Audit citoyen de la dette publique. L'appel lancé pour un "audit citoyen de la dette publique et le lancement d'un vaste débat démocratique", dont l'Association des communistes unitaires est signataire, rencontre un franc succès qui témoigne d'une volonté croissante de refuser les « discours culpabilisateurs » sur la "nécessaire" austérité budgétaire et de ne « pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe ». Dommage que la présentation des signataires, sur le site de l'appel, conforte une fois de plus la coupure entre associations et syndicats d'une part, et soutien des organisations politiques d'autre part. <http://www.audit-citoyen.org/>



Coup de force contre la maternelle. En sapant de plus en plus radicalement les moyens de l'école, ce n'est pas seulement à une « rigueur budgétaire » profondément inégalitaire que se livrent Sarkozy, Fillon et consorts. Ce qui est visé, c'est le démantèlement de l'école publique, c'est en compromettre ensuite la reconstruction et la rénovation. À la base d'un service public de l'éducation porteur d'émancipation individuelle et collective, il y a l'école maternelle. Rendre la scolarité obligatoire dès 3 ans, sécuriser l'existence de la maternelle, c'est ce que visait la proposition de loi déposée au Sénat par la sénatrice PS de Gironde, sur la base du rapport de la sénatrice PC des Hauts-de-Seine. Le gouvernement vient, en séance, par la voix de Luc Chatel, de faire obstacle à son examen, au prétexte

fallacieux d'irrecevabilité financière, avec pour réel objectif d'empêcher le débat sur cette question, tout en favorisant par ailleurs la constitution « *d'un ersatz d'école maternelle, payant, sans personnels formés et sans ambition éducative* ».

Mémoire et analyse des luttes pour suite à donner. Marseille, automne 2010, un haut lieu des luttes contre la réforme des retraites : à partir de la parole de syndicalistes qui les y ont vécues et animées, complétée par une analyse du contexte et une chronologie ainsi que par des débats entre anciens dirigeants syndicaux et chercheurs, ce conflit d'une ampleur exceptionnelle est interrogé : « *Quel est le sens de ce mouvement ? Comment a-t-il été vécu par ses acteurs ? Quel bilan en dressent-ils ? Pourquoi a-t-il échoué, malgré sa puissance et le soutien indéfectible de l'opinion ? Quelles questions pose-t-il à la gauche et au syndicalisme ? Comment ce dernier doit-il concevoir son rapport au politique ? Enfin, quelles sont les leçons à en tirer pour l'avenir ?* ». *Paroles de syndicalistes en lutte à Marseille - Le mouvement social contre la réforme des retraites* - Arbre bleu éditions, 16 €, 240 pages. Plus sur www.communistesunitaires.net

Acharnement destructeur. L'entrée de la Palestine à l'UNESCO déclenche chez les dirigeants états-uniens et israéliens des réactions sordides : l'ennemi, c'est la culture,

l'éducation, c'est la vie même des femmes et des hommes, des enfants palestiniens des territoires occupés. Alors qu'une majorité d'États - même la France dans ce cas - adopte une position sinon offensive, du moins pragmatique, le gouvernement israélien réplique par de nouvelles mesures de rétorsion : blocage de l'argent des taxes perçues par Israël qui doit être reversé au profit des Palestiniens, aux termes des accords passés, et annonce de la reprise intensive de la colonisation de Jérusalem-Est. Dans le même temps, l'administration pénitentiaire israélienne annonce le report de la libération de Salah Hamouri. Face à cet acharnement destructeur, il est urgent de réagir : des propositions de courrier à l'ambassadeur d'Israël en France et à la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la sécurité sont disponibles sur le site www.communistesunitaires.net



La dette, l'arnaque du siècle

Bientôt sur tous les sites, les blogs, les pages perso, en introduction de vos débats...

La crise de la dette imposerait l'austérité.

De nombreux sociologues, philosophes, militants, économistes de l'Autre gauche ont de meilleures idées!

Pour faire entendre ces voix, **le mensuel *Regards* réalise un documentaire : la dette, l'arnaque du siècle.**



Michel Husson, économiste atterré, **Aurélien Trouvé**, présidente d'Attac, **Jacques Généreux**, économiste, **Gus Massiah** et **Christophe Aguiton** personnalités du mouvement altermondialiste, **Étienne Balibar**, philosophe... font partager leurs analyses et propositions.

Pour faire aboutir ce projet, des moyens financiers inhabituels sont nécessaires.

Une souscription citoyenne est lancée. Chacun peut participer en fonction de ses moyens en cliquant sur ce lien : <http://www.kisskissbankbank.com/projects/la-dette-l-arnaque-du-siecle>

Lire et faire lire **Cerises**



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir **Cerises** à contact.cerises@gmail.com



Cerises est édité par les Communistes unitaires
Noyau de **Cerises**: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr